



COMPTE RENDU DU GROUPE DE TRAVAIL DU 02/02/2015 SUR LES RESTRUCTURATIONS DES TRESORERIES

La CGT FINANCES PUBLIQUES ARDECHE a participé à un groupe de travail à l'initiative de la Directrice sur le thème de la réorganisation/spécialisation des trésoreries.

La CGT a réaffirmé en introduction ses revendications :

- **renforcement des structures et du maillage territorial,**
- **arrêt des fermetures de structures,**
- **soutien aux agents,**
- **création d'emplois.**

A titre liminaire, la CGT a dénoncé et regretté l'absence de documents préparatoires indispensables à tout groupe de travail.

Par suite, la CGT a mis en avant les problèmes rencontrés quotidiennement par les agents impactés par les suppressions de postes, les fermetures de trésoreries et les aménagements d'horaires imposées au 1er janvier 2015.

La CGT a souligné le manque de concertation, de dialogue social et un passage en force sur le sujet qui produit déjà aujourd'hui ses premiers effets négatifs :

- accueil du public dégradé
- manque de moyens humains et matériels dans la réorganisation
- souffrance au travail (stress, nuisances sonores...)

La Directrice a concédé une certaine précipitation, une accumulation de réformes et un manque d'anticipation. Nous lui avons rappelé avec force le caractère non-obligatoire des réformes mise en œuvre au 1er janvier 2015.

Ce groupe de travail augure pour 2016 une réorganisation du réseau en envisageant une plus forte spécialisation de trésoreries (hospitalière, EHPAD, transfert de la mission de recouvrement de l'impôt vers les SIP) et sur une nouvelle vague de suppression de trésoreries en mise en difficulté par les réformes précédentes (Serrières, Largentière ???).

La Directrice prend comme hypothèse de travail une accélération des suppressions d'emplois dans notre ministère pour justifier cette « rationalisation ».

Les craintes de la CGT trouvent un écho particulier à la lumière des événements récents :

- Pétition des agents de la trésorerie d'Aubenas sur leurs conditions de travail
- Usagers mécontents
- Stigmatisation des fonctionnaires

La Directrice a sollicité l'avis de la CGT sur ses orientations. Nous l'avons renvoyé à l'ensemble de nos revendications et notamment à la sauvegarde des implantations sur le territoire Ardéchois et notre vigilance sur tout élément de nature à fragiliser l'équilibre du réseau.